

**RAPPORT ANNUEL
DU COORDINATEUR HUMANITAIRE/RESIDENT
SUR L'USAGE DES SUBVENTIONS DU FONDS CENTRAL
D'INTERVENTION D'URGENCE**

Pays	Mali
Coordinateur humanitaire/résident	Joseph Byll-Cataria
Période du rapport	Octobre 2007 - Janvier 2008

I. Synthèse

La situation pluviométrique de la campagne agricole 2007-2008 s'est caractérisée par une installation tardive et timide des pluies au mi-juillet 2007 et une grande abondance d'eau à partir d'août 2007. Cette deuxième phase a entraîné des inondations et des dégâts très importants dans les cercles de Bla, Niono, Ségou, Nara, Kayes, Yélimané, Kita, Yorosso, Banamba, Kati et Dioila. Il faut noter que déjà en juillet 2007, les premières inondations sont survenues dans le cercle de Bandiagara. Dans l'ensemble du pays, les dégâts enregistrés ont porté sur :

- la destruction de maisons d'habitation obligeant les populations sinistrées à loger provisoirement dans les établissements scolaires ;
- la destruction d'infrastructures communautaires (ponts, mini barrages, établissements scolaires, centres de santé, médersa) et de greniers ;
- effondrements de puits entraînant des problèmes d'alimentation en eau potable ;
- noyade des cultures dans de nombreux champs ;
- pertes importantes d'animaux (ovins, bovins, caprins, ânes, etc..).

Le Gouvernement et les collectivités locales se sont mobilisés pour manifester la solidarité des plus hautes autorités aux populations sinistrées, évaluer les dégâts causés et organiser les premiers secours. Sur place, les dispositions ont été prises par l'administration et les collectivités décentralisées pour regrouper les familles dans les écoles. Au même moment, l'Etat a fourni aux populations sinistrées une dotation en céréales prélevée sur le stock national de sécurité conformément au protocole d'assistance qui lie le PRMC (Programme de restructuration du marché céréalier) à la Direction Générale de la Protection Civile (DGPC). D'autre aide, notamment en produits sanitaires (grésil, eau de javel), a été fournie par l'Etat aux personnes sinistrées pour éviter des risques d'épidémie qui sont liés aux inondations.

Parallèlement à ces actions du gouvernement, le PAM avait fourni une assistance alimentaire aux populations sinistrées du cercle de Bandiagara, surtout les enfants de moins de 5 ans qui étaient exposés à des risques sanitaires. Au mois d'août, lorsque les inondations ont été enregistrées dans plusieurs localités, le Gouvernement, à travers le Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale a adressé une demande d'assistance au Système des Nations Unies et aux partenaires techniques et financiers.

En réponse à cette demande, les partenaires au développement, notamment les agences humanitaires du Système des Nations Unies, se sont mobilisées pour apporter une

assistance aux populations sinistrées à travers la fourniture d'aide alimentaire, de produits sanitaires, de couvertures, de médicaments, etc.

Compte tenu de l'ampleur des dégâts causés par les inondations, le PAM et l'UNICEF ont soumis une demande de financement au Fonds central d'intervention d'urgence afin d'apporter plus d'aide aux populations sinistrées. Aussi, ce financement a permis de prendre en charge les premières actions de distribution alimentaire gratuite initiées par le PAM à Bandiagara et dans la région de Ségou. Il a également permis au PAM, en réponse à une recommandation d'action du Système d'alerte précoce (SAP) après l'évaluation de la situation alimentaire, d'initier, à travers le support des « Nourriture Contre Travail », des actions de réhabilitation d'infrastructures communautaires détruites ou endommagées et le soutien d'activités créatrices de revenus en faveur des populations des localités victimes des inondations en 2007. Quant à l'UNICEF, les fonds CERF lui ont permis d'assister environ 20 000 individus à risque à travers un support nutritionnel conséquent en faveur des adultes et enfants, la distribution de tentes, de moustiquaires, de savon et de comprimés de purification d'eau. Par ailleurs, l'UNICEF, en collaboration avec les ONG locales, a également reçu un appui pour la réhabilitation des sources d'eau ainsi que la promotion des activités d'hygiène dans les zones affectées.

Montant total du financement humanitaire nécessaire et reçu (par année opérationnelle)	Nécessaire : \$ 1,071,103 Reçu : \$ 1,071,103			
Montant total du financement du CERF reçu dans le créneau de financement	Réponse rapide : \$ 1,071,103 Insuffisamment financé : Montant total : \$ 1,071,103			
Montant total du financement du CERF pour l'opération directe des organismes de l'ONU/OIM et transféré aux partenaires opérationnels	Montant organismes ONU/OIM : \$ 983,469 Montant partenaires opérationnels : \$ 87,634			
Montant total estimé des bénéficiaires du financement du CERF (ventilé par sexe/âge si possible)	Total	sous l'âge de 5 ans	Femmes (si disponible)	Hommes (Si disponible)
	27, 911	7,045	10,543	10,323
Zones géographiques d'opération	Bandiagara, Ségou, Niono, Bla, Kayes, Kita, Yélimané, Banamba et Nara			

II. Coordination et consolidation de partenariats

(a) Le processus de décision

Dans le cadre de la gestion des inondations survenues au Mali en 2007, il y a eu une évaluation de la situation par les structures du Gouvernement, notamment la Direction Générale de la Protection Civile (DGPC) qui a pour mission la gestion des catastrophes naturelles et des sinistres ainsi que le Système d'alerte précoce. En concertation avec ces structures, certaines organismes du Système des Nations Unies, notamment OCHA, le PAM, l'UNICEF, l'UNDSS et l'UNFPA ont effectué des missions pour faire une évaluation rapide des dégâts et des populations sinistrées. Cette démarche des agences des Nations

Unies a permis non seulement de dégager les chiffres des populations sinistrées par région mais de faire des interventions concertées et efficaces toujours en partenariat avec les structures du gouvernement.

(b) Coordination parmi les membres de l'équipe de pays humanitaire

Le PAM et l'UNICEF ont déjà signé une Lettre d'accord qui définit le cadre de la collaboration entre les deux agences. Dans le cadre des inondations, le PAM et l'UNICEF se sont concertés en partenariat avec OCHA pour la demande de financement soumise au CERF. Par ailleurs, le PAM s'est coordonnée avec la Direction Générale de la Protection Civile qui est chargée au Mali de la gestion des catastrophes naturelles et des sinistres. Enfin, le Gouvernement, à travers le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale, a été informé par le PAM et l'UNICEF de l'acquisition du financement du CERF et de l'utilisation des ressources allouées.

Les concertations régulières avec les autres organismes du Système des Nations Unies et avec les partenaires du Gouvernement ont permis au PAM d'orienter une bonne partie du financement du CERF vers des activités de réhabilitation des infrastructures détruites par les inondations plutôt que de faire des distributions alimentaires générales durant une période où le SAP (Système d'alerte précoce) n'a identifié aucune localité en difficulté alimentaire.

(c) Partenariats

L'une des forces de la mise en œuvre du financement du CERF porte sur le partenariat que le PAM et l'UNICEF ont établi avec les ONG dans les différentes localités où les activités ont été réalisées. Ce partenariat a facilité la mobilisation des populations pour les travaux communautaires et a permis des résultats importants.

La principale faiblesse est liée à l'augmentation des prix des denrées sur le marché international, ce qui n'a pas permis au PAM et à l'UNICEF d'obtenir plus de vivres pour la mise en œuvre des activités.

(d) Processus de priorisation

Le financement alloué par le CERF a permis au PAM d'appuyer deux composantes : une composante « secours » à travers les distributions alimentaires générales et une composante « réhabilitation » à travers la mise en œuvre de projets de « nourriture contre travail » et la nutrition dans les localités sinistrées. Ces projets ont été identifiés sur la base des informations fournies par la Direction Générale de la Protection Civile (DGPC) sur les localités sinistrées et sur la base des actions de réhabilitation et des activités génératrices de revenus recommandées par le Système d'alerte précoce (SAP). Quant à l'UNICEF, dans le but de mieux faire face à la crise causée par les inondations et de mieux cibler son domaine d'intervention, elle s'est basée sur les évaluations conjointes ONU/Gouvernement qui ont révélé plus de 50 latrines détruites, 5 pompes à eau manuelles détruites ainsi que plusieurs greniers emportés par les eaux dans les villages de Diouna et Sié dans le cercle de Ségou et 177 concessions familiales et latrines détruites à Niono ainsi que dans le cercle de Bla, toujours dans la région de Ségou. C'est pourquoi l'UNICEF, en collaboration avec l'ONG locale CREPA/Mali, a apporté son soutien à la réhabilitation de sources d'eau détruites ainsi que la promotion des activités d'hygiène dans les zones touchées.

III. Exécution et résultats

Avec le financement du CERF, le PAM a assuré trois domaines d'intervention :

1. L'assistance alimentaire aux personnes sinistrées à travers des distributions alimentaires. Cette assistance qui est intervenue pendant la période des inondations a permis d'apporter une réponse immédiate à la situation de précarité constatée dans les différentes localités où les populations sinistrées avaient perdu leurs moyens de subsistance. Ainsi, suite à des missions d'évaluation effectuées par certaines agences des Nations Unies dans les régions de Mopti et de Ségou, le PAM a fourni une assistance alimentaire de 30 jours, soit une dotation de 164 tonnes de nourriture aux personnes sinistrées de Bandiagara, Bla, Niono, Ségou (Sia et Diouna). Au niveau de chaque localité, des commissions de distribution ont été constituées sous la supervision de l'administration.

15,830 personnes ont bénéficié des distributions, dont 6,079 femmes, 5,952 hommes et 3,799 enfants de moins de 5 ans.

2. L'appui en « nourriture contre travail » aux projets de réhabilitation et d'activités génératrices de revenu. Ce volet représente, en termes de nourriture, 71% des ressources du CERF et répond à la recommandation formulée par le Système d'alerte précoce lors de son diagnostic de la situation alimentaire du Mali. En effet, en lieu et place des distributions alimentaires gratuites, le SAP a recommandé la réhabilitation des infrastructures communautaires endommagées par les inondations et l'appui au maraîchage dans certaines communes sinistrées. Les activités ont été identifiées par les ONG partenaires du PAM en concertation avec les communautés bénéficiaires dans les cercles de Kayes, Yélimané, Kita, Nara, Banamba et Bandiagara.

Dans la région de Kayes, la mise en œuvre des activités a été confiée à l'ADG (Association pour le développement global) et l'ADR (Association d'appui aux actions de développement rural) pour le Cercle de Yélimané.

La mise en œuvre des activités dans la région de Koulikoro a été confiée au CSPEEDA (Centre sahélien de prestation, d'études, d'écodéveloppement et de démocratie appliquée) qui s'est occupé des les cercles de Nara et de Banamba.

S'agissant du cercle de Bandiagara, deux ONG (Y A G T U et VIA SAHEL) ont été retenues pour la mise en œuvre des activités identifiées en partenariat avec les populations.

Les activités réalisées concernent :

- la réhabilitation de 7 ponts et radiers endommagés ;
- la fixation de 11 hectares de dunes ;
- la réhabilitation de 8 micro-barrages ;
- la création de 10 km de cordons pierreux et de 8 km de piste rural ;
- la restauration de 23 salles de classes et centres de santé et
- la réalisation de 65 hectares de maraîchage.

La mise en œuvre de ces activités a nécessité la distribution de 461 tonnes de nourriture au profit de 11,625 bénéficiaires dont 5,871 femmes et 5,754 hommes.

3. L'appui nutritionnel aux enfants de 6 mois à 59 mois. Ce volet a été appuyé par le PAM, compte tenu du problème de la malnutrition dans les cercles de Kita et de Kayes.

Pour ce qui est de l'UNICEF, les activités suivantes ont été menées dans le cadre de la réponse aux inondations :

4. Facilitation de l'accès à l'eau potable ainsi qu'aux soins de santé

Les activités menées dans ce volet ont été réalisées en collaboration avec l'ONG locale CREPA/Mali et ont été axées sur 3 domaines prioritaires :

- construction de latrines (modèle Ecosan) dans les concessions familiales les plus touchées ; la construction a été faite sous l'égide des comités locaux de gestion à Bla et Niono. Le projet a été réalisé avec la participation physique des membres des ménages touchés pour 50 concessions.
- La réhabilitation de puits détruits. Le projet a réhabilité 50 puits totalement ou partiellement détruits à Niono (25) et Bla (25).
- La formation d'agents sanitaires locaux ainsi que d'agents de développement rural pour assister les communautés dans l'entretien et l'utilisation efficace des nouvelles constructions dans le but d'éviter toute épidémie et maladie. 20 personnes ont été formées.

5. Amélioration des conditions de vie des victimes dans le but d'éviter les cas de malnutrition et de maladie

Concernant cet objectif, les principales activités se constituaient de la commande de nourriture et de sa livraison à la Protection Civile dans le but d'un renforcement des capacités des acteurs gouvernementaux d'aider les victimes d'inondations.

Aussi, les articles suivants ont été commandés et officiellement fournis à la Protection Civile, en plus de leur transport sur les sites des villages inondés :

	Description	Quantité	Prix à l'unité \$
1	Plastic sheet Tarpaulin	200	1,819.44
2	Rectangular tents	10	7,142.33
3	Water purification tablets 33mg – Box of 10,000	275	16,246.37
4	Collapsible water containers 10l	6000	10,958.70
5	Long lasting treated mosquito nets	5400	25,341.68
6	Soap (Pack of 48 units)	500	2,978.69
7	Bleach (Pack of 18 bottles)	500	4,305.48
8	Emergency food ration (BP5), 24 x500g	1651	74,794.47
Total			143,587.16

Projets de réponse rapide

Les premières réponses apportées par le PAM et l'UNICEF ont permis de secourir les populations sinistrées à travers les distributions alimentaires à une période où les personnes ciblées étaient dans le dénuement total après la destruction de leur grenier. La phase de réhabilitation est intervenue à un moment où les populations étaient disposées, après les récoltes, à mener des activités de VCT. Des activités ont également été réalisées pour éviter les risques d'épidémie et de maladies liées à la consommation de l'eau

(a) Suivi et évaluation

Des missions de suivi et d'évaluation des projets financés par le CERF ont été menées par les ONG sur le terrain en vue de vérifier l'état d'avancement des volets appuyés par le PAM et l'UNICEF.

(b) Initiatives complémentaires aux projets financés par le CERF

Les campagnes entreprises par le PAM dans le cadre du volet nutrition du PRRO ont permis de renforcer les activités soutenues par le CERF. Pour ce qui concerne l'UNICEF, un accord de partenariat avec la fondation Conrad N. Hilton a permis d'exécuter un projet d'assistance aux victimes des inondations en complément aux fonds reçus du CERF.

IV. Enseignements tirés

Les inondations survenues au Mali en 2007, tout en affectant la sécurité alimentaire de nombreuses populations dans l'ensemble du pays, ont occasionné des dégâts importants sur l'habitat, l'eau potable, les infrastructures communautaires, et les cultures.

Avec la pluviométrie exceptionnelle enregistrée au Mali en 2007, les inondations ont entraîné de nombreux dégâts matériels et humains qui ont surtout été exacerbés par le comportement humain. En effet, dans les localités sinistrées, la non observation des règles élémentaires d'urbanisation à travers la construction de logements dans des endroits inappropriés et un manque d'entretien des caniveaux, ce qui empêche l'évacuation des eaux de pluie, sont à déplorer.

Il est essentiel de mettre un accent sur la sensibilisation des populations à travers les ONG partenaires afin de réduire au maximum les risques auxquels elles s'exposent en cas d'inondation.

Le PAM a organisé un atelier de « planification des réserves » avec la DGPC et OCHA pour expliquer les principes de planification et de coordination. Cet atelier a permis d'aider les ONG à mieux planifier leurs activités dans le cadre de l'urgence.

Le principe de la « prestation unique de l'ONU » a été renforcé à travers l'assistance globale aux populations touchées avec une réelle collaboration entre l'UNICEF, le PAM, le PNUD, l'UNFPA, l'OMS et OCHA.

Par ailleurs, les contraintes suivantes ont été notées durant l'exécution des projets :

- Logistique : il était très difficile d'atteindre certains villages reculés en camion du fait que les voies d'accès étaient en mauvais état voire inexistantes ;
- Les délais d'approvisionnement des articles commandés étaient parfois longs, ce qui retardait la mise en route de certains projets.

V. Résultats

Secteur/ Module	Projets CERF par secteur (Ajouter No et titre du projet)	Montant déboursé (US\$)	Nombre de bénéficiaires (par sexe/âge)	Partenaires opérationnels	Résultats escomptés	Résultats réels et améliorations pour les bénéficiaires ciblés
Alimentation	07-WFP 061 « Assistance aux populations affectées par les inondations »	541,074	27,911 Enfants : 7,045 Femmes : 10,543 Homme 10,323 GFD : 15,830 FFW : 11,625 Nutrition : 456	Gouvernement ONG (ADG, CSPEEDA, ADR, Y A G TU, Via Sahel, Agro Action Allemande)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Fournir une ration alimentaire de 30 jours à 15830 personnes sinistrées ▪ Réhabiliter les infrastructures communautaires endommagées ▪ Soutenir les activités génératrices de revenu (maraîchage) ▪ Prendre en charge 456 enfants malnutris. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les personnes sinistrées ont reçu une assistance alimentaire ▪ Les infrastructures communautaires ont été réhabilitées grâce au FFW ▪ Les personnes sinistrées ont entrepris des activités de maraîchage ▪ Les enfants ont été pris en charge au niveau des CSCOM
Eau et Hygiène	07-CEF-075 « Assistance aux populations affectées par les inondations »	476,029	20,000 Adultes : 10,200 Entre 5 et 15 ans : 6,860 Moins de 5 ans : 2,940 Hommes : 10,000 Femmes : 10,000	Gouvernement (Protection Civile) - ONG (CREPA/Mali)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Nombre de villages assistés : 8 ▪ Nombre de puits construits ou réhabilités : 50 ▪ Nombre de centres d'hygiène construits : 50 ▪ Nombre de populations bénéficiaires : 20 000 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ 1650 paquets de BP5 ont été fournis à 3600 enfants de moins de 5 ans sur 1 période de 3 mois ▪ Des activités de traitement de l'eau ont été menées ainsi que la construction et la réhabilitation de puits endommagés pour éviter les épidémies et les cas de maladies chroniques graves ▪ Des activités de formation des agents communautaires de santé et de développement rural ont été menées